

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels

COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE, 472^e
SÉANCE



Mercredi 1er décembre 1965,
à 11 h 10

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 36 de l'ordre du jour:

Politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine (suite):

- a) *Rapports du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine;*
- b) *Rapports du Secrétaire général*

Page

1

Président: M. Carlet R. AUGUSTE (Haïti).

POINT 36 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine (suite):

- a) *Rapports du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine (A/5692, A/5707, A/5825 et Add.1, A/5932, A/5957);*
- b) *Rapports du Secrétaire général (A/5850 et Add.1, A/6025 et Add.1)*

1. M. MATSUI (Japon) souligne que l'opposition à la discrimination raciale sous toutes ses formes est un élément fondamental de la politique du Gouvernement japonais, qui est décidé à poursuivre ses efforts pour abolir immédiatement l'apartheid.

2. Depuis de nombreuses années, le Japon s'oppose à toute forme de discrimination raciale, et il a été le premier Etat moderne de couleur à faire son apparition sur la scène internationale. Au cours de son évolution, le Japon s'est heurté aux murs épais de la discrimination raciale et le peuple japonais a eu beaucoup de mal à surmonter ces barrières. Personne ne saurait douter que le peuple japonais, qui a dû lutter dans le passé contre la discrimination, s'oppose de façon catégorique à la politique d'apartheid. A cet égard, il suffira de rappeler les efforts déployés par les représentants du Japon pour inclure le principe de l'égalité raciale dans le Pacte de la Société des Nations. La délégation japonaise a proposé, lors de la Conférence de Versailles, en 1919, d'énoncer le principe de l'égalité raciale dans la clause relative à la liberté de religion, et d'incorporer dans le préambule du Pacte un alinéa concernant ce principe. Toutes ces tentatives ont malheureusement échoué; toutefois, le représentant du Japon, dans une de ses interventions à la Conférence de la paix, a souligné le 28 avril 1919 que son pays continuerait à insister pour que le principe de la non-discrimination raciale soit adopté par la Société des Nations. Un quart de siècle s'est écoulé depuis, et le principe de l'égalité raciale figure maintenant dans le préambule et dans différents articles de la Charte des Nations Unies. L'indépendance et

l'égalité raciales sont venues d'Asie et ensuite d'Afrique pour s'étendre au monde entier; de nombreux pays sont nés, et la discrimination raciale est en voie de disparition. Le Japon se félicite de ce mouvement historique et se rend pleinement compte que l'apartheid reste l'un des quelques obstacles qui s'opposent à l'égalité raciale. Cette égalité est d'ailleurs stipulée à l'article 14 de la nouvelle Constitution du Japon qui, comme par le passé, continue de s'opposer à toutes les formes de discrimination raciale. Le Japon adresse un appel pressant au Gouvernement sud-africain pour qu'il mette un terme à sa politique d'apartheid, qui est contraire aux principes humains, moraux, religieux et internationaux.

3. En ce qui concerne le statut juridique des Japonais en Afrique du Sud, il n'a pas été modifié et les Japonais n'ont pas été réputés Blancs, contrairement à ce que l'on a déclaré au cours de la présente discussion.

4. Le principe de l'égalité raciale est mentionné dans les Articles 1, 13, 14, 55, 56 et 63 de la Charte des Nations Unies, et l'Afrique du Sud, comme les autres Etats Membres des Nations Unies, a accepté ces dispositions de la Charte. Le Gouvernement sud-africain est donc tenu de favoriser le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales, sans distinction de race. Or, il ne semble pas même reconnaître l'existence de ses obligations. On doit donc lui demander de réviser sa politique de discrimination raciale et d'agir conformément aux obligations qu'il a acceptées en 1945. Certains affirment que, les demandes ou les appels adressés au Gouvernement sud-africain s'étant révélés inefficaces, il convient d'appliquer des pressions plus fortes contre ce gouvernement. Cependant, il n'est pas inutile d'appliquer avec la plus grande persévérance une pression morale sur les partisans de l'apartheid. Quant à l'application de sanctions économiques par le truchement des Nations Unies, elle relève principalement du Conseil de sécurité, qui peut faire des recommandations ou prendre des décisions en la matière. Les pouvoirs ainsi accordés au Conseil de sécurité ne peuvent être exercés de façon arbitraire par procuration. On peut ou non penser que la situation découlant de l'apartheid constitue une menace contre la paix ou une rupture de la paix, mais la responsabilité de la décision incombe au Conseil de sécurité. Les sanctions économiques, quelle que soit la forme qu'elles prennent, doivent être véritablement efficaces, et les Etats intéressés doivent les appliquer en maintenant les contacts les plus étroits les uns avec les autres, afin de s'assurer que le sacrifice demandé à chacun est équitable. Pour sa part, le Japon continue de mettre l'embargo sur les armements à destination de l'Afrique du Sud, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité. En

fait, cette politique a été suivie par le Gouvernement japonais, bien avant l'adoption de ces résolutions, et elle ne sera pas modifiée, car le Japon estime que l'embargo sur les armements est un moyen efficace d'empêcher le Gouvernement sud-africain de renforcer sa politique d'apartheid sans imposer de sacrifices à la majorité du peuple sud-africain.

5. En ce qui concerne l'article publié dans la presse, selon lequel le Japon envisagerait d'exporter des armes en Afrique du Sud, le représentant du Japon appelle simplement l'attention sur le document A/AC.115/L.156, dans lequel il est clairement indiqué que cet article est absolument dénué de fondement.

6. Quant aux échanges commerciaux entre le Japon et l'Afrique du Sud, il convient de rappeler que le Japon est un petit pays du point de vue de la superficie de son territoire, que ses ressources naturelles sont extrêmement faibles et que sa population est d'environ 100 millions d'habitants, soit approximativement la moitié de la population des Etats-Unis sur un territoire d'une superficie inférieure à celle de la Californie. Les échanges extérieurs représentent donc pour lui une nécessité vitale et c'est pourquoi il s'est efforcé d'étendre le plus possible ses relations commerciales avec le reste du monde. Cependant, il s'est strictement abstenu d'effectuer des investissements en Afrique du Sud. Il entend, en outre, continuer à honorer ses obligations internationales, y compris celles qui découlent de la Charte, comme il l'a fait par le passé. Quant à l'article paru dans la presse japonaise en ce qui concerne le commerce de ce pays avec l'Afrique du Sud, qui a été cité de façon inexacte au cours de la présente discussion, le Japon étant un pays où règne la liberté de la presse, son gouvernement ne saurait assumer de responsabilité à l'égard des articles publiés dans les journaux.

7. Le Japon s'efforce d'accroître son assistance économique et technique aux pays en voie de développement. De l'avis de la délégation japonaise, c'est là un facteur très important en soi et qui, en outre, influera en faveur de l'élimination de l'apartheid. En réponse à l'appel lancé par le Secrétaire général, le Gouvernement japonais accorde son plein appui au programme d'enseignement et de formation à l'étranger pour les Sud-Africains, conformément à la résolution pertinente du Conseil de sécurité [191 (1964)] et au rapport du Secrétaire général^{1/}. Le Japon continuera d'appliquer l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud. La route de la liberté et de l'égalité raciale est une route très difficile, mais le représentant du Japon est convaincu que le temps viendra bientôt où la politique d'apartheid disparaîtra de cette terre. Ainsi, continuant à s'opposer comme par le passé à la discrimination raciale, le Japon est déterminé à participer, dans la plus grande mesure possible, à tous les efforts visant à mettre fin à l'apartheid. Lorsque le Conseil de sécurité prendra des mesures licites et efficaces comportant des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, le Japon sera prêt à lui apporter son concours.

8. Lord CARADON (Royaume-Uni) rappelle que, du fait de sa carrière, il porte un intérêt tout particulier

aux problèmes intéressant l'Afrique en général et plus spécialement à l'Afrique du Sud, ayant été lui-même membre du Groupe d'experts établi en application de la résolution 182 (1963) du Conseil de sécurité. Les entretiens qu'il a eus avec de nombreux dirigeants africains et les séjours qu'il a faits en Afrique ont renforcé sa conviction que le problème de la discrimination et de la domination raciales en Afrique du Sud constitue un grave danger. Le Royaume-Uni est pleinement conscient de la menace qu'il représente. Dès 1962, le représentant du Royaume-Uni à la Quatrième Commission décrivait la politique d'apartheid comme abominable du point de vue moral, grotesque du point de vue intellectuel et indéfendable du point de vue spirituel. Certes, on trouve d'autres formes de tyrannie dans le monde contemporain, mais nulle part il n'existe un régime qui fonde entièrement sa politique sur la domination d'une race par une autre.

9. Tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies sont d'accord pour réprover l'apartheid, comme le montre la condamnation unanime prononcée par le Conseil de sécurité en décembre 1963 [résolution 182 (1963)] et, à une date antérieure, le vote de l'Assemblée générale [résolution 1881 (XVIII)] condamnant le Gouvernement sud-africain pour son refus d'exécuter les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, prononcé à une majorité de 106 voix contre une. De même, les conclusions du rapport du Groupe d'experts chargé d'étudier la situation en Afrique du Sud ont été établies à l'unanimité. Ce rapport contient entre autre le passage caractéristique suivant:

"L'avenir de l'Afrique du Sud doit être réglé par le peuple d'Afrique du Sud, tout le peuple d'Afrique du Sud, au cours de discussions libres. Il ne peut y avoir ni règlement ni paix tant que la grande majorité des habitants est privée du droit fondamental de participer aux décisions concernant l'avenir de son pays... C'est pourquoi nous tenons à souligner, en tant que premier principe fondamental, que les consultations devraient réunir tout le peuple d'Afrique du Sud, qui pourrait ainsi décider de l'avenir de son pays à l'échelon national^{2/}."

10. Nombreux sont ceux qui désespèrent de l'avenir de l'Afrique du Sud. A mesure que la répression s'intensifie, il semble que la seule issue soit le recours à la violence, avec toutes les conséquences que cela peut entraîner. Cependant, il existe d'autres possibilités, à savoir la conciliation, la coopération et les consultations. Telle est la conclusion à laquelle est parvenue la Commission l'année précédente; c'est aussi cette conviction qui a inspiré toutes les recommandations contenues dans le rapport du Groupe d'experts.

11. La situation en Afrique du Sud est bien connue; elle est décrite dans le passage suivant du rapport:

"Par contraste et en conflit avec la condamnation internationale de plus en plus énergique de l'apartheid et avec les appels à une action positive en vue d'y mettre fin, le Gouvernement sud-africain a

^{1/} Documents officiels du Conseil de sécurité, vingtième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1965, document S/6891.

^{2/} Ibid., dix-neuvième année, Supplément d'avril, mai et juin 1964, document S/5658, annexe, par. 8.

poursuivi avec une persistance et une rapidité croissantes l'application de cette politique condamnée par le monde^{3/}."

Aucun événement ne s'est produit qui incite à modifier cette description.

12. Le rapport contient certaines suggestions et recommandations concernant des changements à apporter dans les domaines constitutionnel, économique et social et en matière d'enseignement. On y trouve aussi une recommandation au sujet d'un programme d'éducation et de formation pour les Sud-Africains, sous les auspices des Nations Unies, l'accent étant mis sur la nécessité de préparer un grand nombre de non-Blancs à accéder aux cadres, à la fonction publique et à l'enseignement. Selon le rapport, "un effort international et constructif de ce genre sera un témoignage de la préoccupation internationale, en même temps qu'il montrera le désir général de fournir immédiatement une assistance pratique et qu'il donnera un nouvel espoir à ceux qui veulent voir une manifestation immédiate de la relance"^{4/}. Cette recommandation a été approuvée par le Conseil de sécurité, et des propositions tendant à lui donner suite ont été préparées par le Secrétariat. Le Gouvernement du Royaume-Uni, pour sa part, a versé une contribution de 70 000 dollars au titre de ce programme, et il espère que de nouvelles contributions viendront s'y ajouter et que le projet prendra de l'extension. Le projet devrait notamment recueillir l'appui financier des gouvernements africains, étant donné qu'il répond à un besoin urgent. Par ailleurs, en ce qui concerne la recommandation du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine, qui tend à créer un Trust Fund, le Royaume-Uni ne peut s'engager actuellement, mais il envisagera d'y contribuer une fois que le projet sera mis au point.

13. Dans un autre passage du rapport, le Groupe d'experts se déclare convaincu que la cause de l'émancipation l'emportera en Afrique du Sud, étant donné que la grande majorité de la population ne peut être réintégrée de force dans des réserves déjà surpeuplées dont la superficie n'atteint pas 13 p. 100 de celle du pays. Il estime qu'il n'est plus possible de méconnaître longtemps les droits de la personne humaine: le droit de tout individu de vivre, de travailler et de circuler librement dans son propre pays. Un régime politique, économique et social édifié sur la domination brutale d'une race par une autre ne peut survivre^{5/}.

14. En ce qui concerne les sanctions, le Groupe d'experts a indiqué qu'il était urgent que des spécialistes de l'économie et de la stratégie, et en particulier du commerce international et des transports, entreprennent une étude pratique et plus poussée de la "logistique" des sanctions. Cette recommandation importante a été approuvée par le Conseil de sécurité et il y a été donné suite. A ce propos, lord Caradon, parlant à l'Association pour les Nations Unies du Royaume-Uni, a souligné que c'était aux membres du Conseil de sécurité qu'il revenait d'étudier toutes

les difficultés ainsi que les dangers que des sanctions impliqueraient. On peut honnêtement se demander si, quand, et comment elles devraient être appliquées. En toute hypothèse, elles ne pourraient pas réussir sans l'appui de toutes les grandes puissances. Et, pour réussir, elles devraient avoir un effet écrasant. Cette question revêt une importance capitale non seulement pour l'Afrique du Sud mais pour l'avenir de l'ONU, et son étude devrait être confiée aux membres du Conseil de sécurité.

15. Le représentant du Royaume-Uni souligne qu'il a fait partie du Groupe d'experts à titre personnel et non en tant que représentant du Gouvernement britannique. Si les travaux du Groupe d'experts n'ont pas permis d'accomplir de progrès spectaculaires, les vues qu'il a exprimées sont néanmoins objectives et sincères. Lord Caradon se félicite de voir que deux des recommandations de ce groupe, concernant respectivement le programme d'éducation et de formation pour les Sud-Africains et l'examen approfondi de l'ensemble de la question des sanctions économiques, ont été acceptées par le Conseil de sécurité.

16. Il appartient au Conseil de sécurité de se prononcer à la suite du rapport de son groupe d'experts. Cependant, on peut dire qu'il ressort de ce rapport que l'imposition d'un embargo commercial total à l'encontre de la République sud-africaine comporterait des mesures de portée beaucoup plus vaste que la communauté internationale n'en a jamais prises. En outre, cet embargo ne pourrait être efficace s'il n'était appuyé par un blocus comportant non seulement l'engagement des navires et des soutiens aériens nécessaires mais aussi de vastes mises de fonds. Les énormes dépenses qui seraient indispensables iraient bien au-delà de celles que les Nations Unies ont pu envisager jusqu'ici pour les opérations de maintien de la paix. Il est essentiel de réfléchir à l'existence de ces obstacles très réels. Ce serait s'illusionner et induire en erreur ceux qui comptent sur les Nations Unies que de se refuser à prendre conscience des réalités pratiques, financières et stratégiques auxquelles on se heurte lorsque l'on parle d'imposer un embargo.

17. L'autre question qui intéresse au premier chef le Conseil de sécurité, mais qui peut être envisagée par la Commission politique spéciale, est celle de savoir si, à l'heure actuelle, la situation est telle qu'elle réclame les mesures prévues au Chapitre VII de la Charte. Nul ne peut nier qu'une politique de domination raciale peut mettre la paix en danger, et le Conseil de sécurité a déjà déclaré, dans une résolution qui a eu l'appui du Gouvernement du Royaume-Uni, que la situation en République sud-africaine troublait gravement la paix et la sécurité internationales. La délégation du Royaume-Uni reconnaît que s'il persiste dans sa politique, le Gouvernement sud-africain court au désastre. Cependant, cela ne signifie pas que la situation actuelle soit justiciable des mesures prévues au Chapitre VII de la Charte. En fait, il existe des précédents qui prouvent le contraire. C'est ainsi qu'en 1946, le Conseil de sécurité a été invité à adopter un texte selon lequel la situation régnant en Espagne constituait une menace contre la paix au sens de l'Article 39 de la Charte. Or, le Sous-Comité créé à cet effet a déclaré à l'époque que le sens juridique

^{3/} Ibid., par. 18.

^{4/} Ibid., par. 87.

^{5/} Ibid., par. 130.

de l'Article 39 était que le Conseil devait jauger la situation considérée telle qu'elle se présentait au moment même de passer à l'action envisagée, étant donné qu'il entraînait clairement dans les intentions des auteurs de la Charte que le Conseil ne devait ordonner de mesures de coercition directes que s'il avait pu s'assurer de l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression. Il était dit plus loin dans le rapport de ce sous-comité que les Nations Unies avaient confié au Conseil de sécurité une arme très puissante qu'il fallait veiller à ne pas émousser; cette arme ne devant en aucun cas être utilisée de telle manière qu'il ne fût pas possible de s'en servir également dans tous les cas analogues^{6/}. Pour prendre un autre exemple, dans le cas du différend indo-pakistanaïse concernant le Cachemire, le Conseil de sécurité n'a constaté l'existence d'aucune situation relevant des dispositions du Chapitre VII, alors même que la gravité de la situation ne faisait aucun doute pour personne.

18. Le fait est que l'action envisagée au Chapitre VII de la Charte ne peut et ne doit être entreprise que lorsque des hostilités menacent d'éclater dans l'immédiat. Dans le cas de l'Afrique du Sud, l'importance même des dangers éventuels que comporte la situation fait aux Nations Unies une obligation d'éviter toute action inconsidérée.

19. La situation est très différente en Rhodésie du Sud. En effet, la Rhodésie n'a jamais été un Etat indépendant souverain. Le Gouvernement du Royaume-Uni a donc le droit de mettre fin à la situation inconstitutionnelle créée par la déclaration d'indépendance de M. Smith, et il est résolu à le faire. Le droit et la responsabilité du Royaume-Uni en la matière sont inhérents aux rapports constitutionnels existant entre lui-même et la Rhodésie, et aucune constatation du genre de celle qui est requise pour la mise en œuvre des mesures visées au Chapitre VII de la Charte n'est nécessaire dans ce cas. Lorsque le Royaume-Uni a porté la question de la Rhodésie devant le Conseil de sécurité, il a précisé qu'il n'agissait pas en vertu des dispositions du Chapitre VII de la Charte et, en fait, le Conseil de sécurité n'a nullement constaté, dans sa résolution 217 (1965), l'existence d'une situation relevant des dispositions de ce chapitre. De même, du point de vue des réalités pratiques, il y a lieu de faire observer que l'économie de la Rhodésie est essentiellement tributaire d'un petit nombre d'exportations principales et qu'en conséquence, les mesures économiques peuvent avoir dans ce cas des résultats décisifs.

20. Un autre facteur à considérer est qu'il existe des problèmes d'intérêt immédiat non seulement en République sud-africaine mais au Sud-Ouest africain, au Mozambique, en Angola et en Rhodésie du Sud. Il faut donc garder présentes à l'esprit les conséquences que les événements survenant dans chacun de ces territoires pourront avoir sur les problèmes qui intéressent l'Afrique australe dans son ensemble, et il est fort possible que le problème de la République sud-africaine soit non pas le premier mais le dernier à être finalement résolu.

^{6/} Voir Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité, première année, première série, Supplément spécial, document S/75, par. 20 et 21.

21. Passant ensuite aux déclarations faites par le Gouvernement du Royaume-Uni et aux mesures prises par ce gouvernement depuis le dernier examen de la question de l'Afrique du Sud au Conseil de sécurité à la fin de l'année 1963, le représentant du Royaume-Uni tient tout d'abord à réaffirmer le principe auquel s'en tient son gouvernement, à savoir qu'il n'y a pas lieu de marquer sa réprobation à l'égard d'un régime politique en rompant les relations commerciales avec le pays intéressé. Le Royaume-Uni commerce avec de nombreux pays dont les gouvernements poursuivent une politique que le Gouvernement britannique juge pour le moins erronée. Il n'y a rien de déshonorant à cela. Si les échanges commerciaux avec un pays donné devaient dépendre d'un satisfecit politique accordé au gouvernement temporairement au pouvoir dans ledit pays, le commerce mondial aurait vite fait de s'étioiler. Le Gouvernement du Royaume-Uni n'a jamais fait mystère de ces principes. Ils ont été réaffirmés avant comme après les élections intervenues récemment dans le pays et demeurent la base de la politique gouvernementale.

22. Cependant, le commerce des armes est tout autre chose. Le parti travailliste du Royaume-Uni, fidèle aux engagements pris avant les élections, a donc imposé l'embargo sur toutes les expéditions d'armements à destination de la République sud-africaine. C'était là un acte courageux qui, de l'avis des milieux gouvernementaux sud-africains, a déjà fait perdre au Royaume-Uni des commandes importantes.

23. Pour ce qui est des intérêts financiers et économiques du Royaume-Uni dans la République sud-africaine, le représentant du Royaume-Uni déclare qu'il existe effectivement de puissants liens économiques entre les deux pays. Mais les nouveaux investissements britanniques en République sud-africaine sont très faibles par rapport aux investissements massifs des dernières décennies. Les exportations britanniques à destination de la République sud-africaine s'élèvent à environ 220 millions de livres sterling par an et les importations en provenance de ce pays à environ 150 millions de livres. L'interruption des échanges commerciaux avec la République sud-africaine provoquerait un chômage généralisé dans l'industrie britannique, notamment dans la construction de navires, et entraînerait de graves pertes à un moment où il est essentiel, pour le Royaume-Uni, d'accroître ses exportations. Elle représenterait une perte de l'ordre de 300 millions de livres par an pour la balance des paiements. Ce sont là des considérations importantes, qui ont été reconnues par le Comité spécial lui-même et par le Groupe d'experts, et qui ne peuvent être oubliées.

24. Le représentant du Royaume-Uni comprend les sentiments qui dictent l'impatience de certaines délégations et ne s'arrêtera pas aux accusations que ces délégations portent en particulier contre son pays. Cependant, il déclare avec une égale franchise qu'en se plaçant sur le plan juridique, financier, économique ou politique, son gouvernement ne saurait reconnaître qu'il existe actuellement une situation pouvant justifier les mesures extrêmes qui ont été préconisées. Mais il y a plus, il faut garder présentes à l'esprit les divisions qui, au sein de l'Organisation, ont entravé

les activités de la dix-neuvième session. Ces divisions ont fait beaucoup de mal à l'ONU sur le plan politique comme sur le plan financier. Les difficultés immédiates ont pu être surmontées. Mais il faut admettre que le moment serait mal choisi pour lancer, pour la première fois dans l'histoire de l'Organisation et dans un domaine entièrement nouveau, une vaste entreprise de coercition qui supposerait des ressources financières beaucoup plus importantes et comporterait des risques beaucoup plus élevés que toute autre entreprise antérieure de la communauté internationale, et qui en outre exigerait beaucoup plus d'unité de la part des Membres. Cela dit, il faut se rappeler que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, s'appuyant sur des études effectuées par des experts, ont condamné sans réserves la politique de domination et de discrimination raciales du Gouvernement de la République sud-africaine. Si ce gouvernement persiste dans sa politique de répression, il s'ensuivra un désastre tel qu'une action internationale deviendra finalement inévitable. Il faut espérer que l'impatience et la colère n'engendreront pas entre les Membres de l'Organisation des Nations Unies des différends qui ne feraient qu'encourager le Gouvernement sud-africain. Le représentant du Royaume-Uni demande à la Commission d'accepter les réalités de la situation et notamment le fait qu'en ce qui concerne son pays, il lui est impossible, dans l'immédiat, d'aller au-delà de l'embargo sur les armements. Cependant, il faut en même temps reconnaître que le danger persiste et s'accroît. Les Nations Unies ont le devoir de faire nettement comprendre au Gouvernement de la République sud-africaine que s'il se refuse à changer de politique, il pourrait, par ses propres actes, déclencher une telle catastrophe qu'une intervention internationale serait inévitable.

25. Le représentant du Royaume-Uni assure la Commission que ses observations sont le fruit d'une profonde réflexion. Le Gouvernement du Royaume-Uni n'éprouve que de la répugnance pour la domination et la discrimination raciales, et pour les mesures de répression auxquelles conduit cette politique. Dans ces conditions, la tentation est grande de recourir à n'importe quelle mesure, si hâtive qu'elle soit. Or, c'est précisément en raison des dangers que comporte la situation qu'il faut éviter toute fausse manœuvre. La délégation du Royaume-Uni n'exclut pas la nécessité d'une action internationale dans l'avenir. Bien plus, elle prévoit que la communauté internationale pourrait être forcée d'y recourir du fait même de l'obstination du Gouvernement sud-africain. Cependant, à supposer qu'on en arrive à ce stade, il faut être certain de pouvoir mener à bien une entreprise d'une telle envergure.

26. M. TOURE (Guinée) déclare que, devant les déclarations qui ont été faites antérieurement et au cours de cette séance, sa délégation tient à informer les alliés de la République sud-africaine qu'elle entend leur répondre ultérieurement.

27. Le PRESIDENT rappelle sa proposition selon laquelle, étant donné que la Commission dispose de fort peu de temps, il y aurait lieu de décider que les délégations qui ne prendraient pas la parole au moment prévu lors de l'établissement de la liste des orateurs seraient considérées comme renonçant à faire une déclaration. S'il n'y a pas d'objection, il estimera que cette proposition est adoptée.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 20.

1944-1945
1946-1947
1948-1949

1950-1951
1952-1953

1954-1955

1956-1957

1958-1959

1960-1961

1962-1963

1964-1965

1966-1967

1968-1969

1970-1971

1972-1973

1974-1975

1976-1977

1978-1979

1980-1981

1982-1983

1984-1985

1986-1987

1988-1989

1990-1991

1992-1993

1994-1995

1996-1997

1998-1999

2000-2001

2002-2003

2004-2005

2006-2007

2008-2009

2010-2011

2012-2013

2014-2015

2016-2017

2018-2019

2020-2021

2022-2023

2024-2025

2026-2027

2028-2029

2030-2031

2032-2033

2034-2035

2036-2037

2038-2039

2040-2041